

**COLLOQUE CNES- BANQUE MONDIALE SUR LA GOUVERNANCE, LA
PAUVRETE ET LES LIBERTES ECONOMIQUES**

Le 3 février 2007

**Allocution de Monsieur Theodore Ahlers, Directeur du département
Maghreb de la Banque Mondiale**

**Monsieur le Président du CNES, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs
les Ambassadeurs et Chefs de mission, Mesdames et Messieurs,**

C'est un réel plaisir pour mes collègues et moi-même de participer aujourd'hui à cet important colloque organisé à l'initiative du CNES. C'est la première fois que le groupe de la Banque mondiale est invité à participer en Algérie à un séminaire de haut niveau qui traite spécifiquement des questions importantes de la gouvernance et des libertés économiques. Le fait que ces thèmes soient aujourd'hui traités de manière systématique et scientifique dans ce colloque, est un signe extrêmement encourageant, y compris pour les partenaires de l'Algérie comme la Banque mondiale : il traduit la volonté du pays et de ses autorités d'aborder ces questions fondamentales dans la transparence et d'en débattre ouvertement.

Ces thèmes majeurs figurent aussi parmi les préoccupations fondamentales du groupe de la Banque mondiale ; celle-ci a donc inscrit dans sa mission d'apporter son appui aux pays membres dans leurs démarches visant à faire face aux défis que posent la pauvreté, la gouvernance et le renforcement des libertés économiques. En ce qui concerne spécifiquement la gouvernance, mon institution s'est attachée à mieux appréhender les liens entre la bonne gouvernance et le développement économique et social. Plus particulièrement, Monsieur Kaufman a réalisé avec son équipe un nombre important d'études et de recherches sur ce sujet. Il vous fera part dans quelques instants des résultats saillants de ses travaux.

Parmi ses conclusions on peut noter les quelques points suivants. Il y a d'abord – comme on peut s'y attendre - une relation forte entre le développement et la qualité

de la gouvernance. Ensuite, il est possible de mesurer le niveau de qualité de la gouvernance. Ceci n'est pas négligeable, car si l'on veut améliorer la gouvernance il est important de pouvoir la mesurer et de mieux appréhender ainsi la dynamique de changement de la gouvernance. L'amélioration de la gouvernance entraîne avec elle des bénéfices significatifs pour tous – gouvernement, secteur privé, et population dans son ensemble. Et surtout, la volonté politique et un leadership affirmé peuvent - grâce à des approches nouvelles et des instruments adaptés - produire des résultats tangibles en termes d'amélioration de la gouvernance. Nous espérons que ces éléments essentiels soient maintenant rassemblés au niveau de l'Algérie ; les préoccupations exprimées à cet égard avec force par les autorités au plus niveau et par la société civile de ce pays, et les initiatives comme le colloque d'aujourd'hui – qui se multiplient – permettent de croire qu'une nouvelle dynamique se met en place pour une meilleure gouvernance.

En ce qui concerne la Banque mondiale, nous serons très heureux d'accompagner avec enthousiasme cette dynamique. Le rôle traditionnel de la Banque mondiale – de partenaire financier apportant d'abord des financements - a complètement changé par rapport à des pays comme l'Algérie – pour devenir celui d'une Banque du Savoir, centré sur le partage des connaissances et l'appui au renforcement de capacités. La promotion de la bonne gouvernance en est un élément majeur. Au moment où l'Algérie bénéficie grâce aux hydrocarbures d'une embellie financière sans précédent et s'engage dans un programme d'investissement extrêmement ambitieux, le besoin d'une bonne gouvernance est encore plus criant.

Déjà, nous avons commencé à répondre aux préoccupations du Gouvernement algérien en terme de qualité de la dépense publique par une revue conjointe du programme d'investissements et un appui technique à la CNED, s'ajoutant au projet de modernisation des systèmes budgétaires. Sur le registre des passations de marchés, une assistance technique nouvelle va être apportée pour les passations de marchés publics, tandis qu'une deuxième phase est maintenant lancée dans le programme d'appui aux systèmes d'appels d'offres de la SONATRACH. Nos

actions d'accompagnement au MPPI et d'autres ministères dans le cadre du programme d'amélioration du climat des affaires, se poursuivent elles aussi. Nous souhaitons maintenant vivement étendre le champ de nos actions d'appui à l'Algérie à d'autres registres de la bonne gouvernance, et notamment grâce à une nouvelle coopération avec le CNES. Celle-ci devrait se concrétiser par des actions spécifiques de transfert des connaissances et d'expertise, permettant notamment au CNES de constituer une forte capacité nationale de mesure de la gouvernance. Ce colloque est une des ces premières actions.

Je voudrais sans tarder passer la parole à mon collègue Monsieur Kaufman pour qu'il puisse rentrer dans le vif du sujet de la gouvernance. Avant cela, je voudrais encore un fois remercier vivement Monsieur Babès et le CNES de nous avoir associés à cet évènement.

Merci de votre attention